

REGARDS

CRISE DE L'UNION EUROPÉENNE

Solde de dette

Raymond Klein

Au Luxembourg comme ailleurs, la crise grecque met en évidence des différences politiques fondamentales entre les acteurs.

« Concernant l'Union européenne, j'ai noté certains phénomènes qui devraient nous faire réfléchir, nous politiciens. » Pour son discours de clôture jeudi dernier, le président de la Chambre des députés, Laurent Mosar, a opté pour un ton philosophique. A la fin d'une journée consacrée à plusieurs sujets européens, il a évoqué le malaise de nombreuses gens vis-à-vis de la politique communautaire. « Beaucoup de citoyens ont le sentiment que les choses se passent de manière injuste au sein de cette Europe, et qu'il y a certains Etats qui doivent payer et d'autres qui profitent. » Mosar a également dénoncé certaines institutions et personnes de la finance qui essaieraient d'abuser de la crise de la dette. « Il ne faut pas qu'on en vienne à privatiser les bonus tandis que les dettes doivent être remboursées par la communauté. » Mais le principal souci du président étaient les rancunes contre la Grèce, et il n'a pas hésité à cautionner un point de vue égoïste et populiste sur la crise actuelle : « La justice est un besoin humain fondamental, elle est aussi la condition préalable pour que la solidarité entre les Etats de l'union puisse fonctionner », insinuant que les Grecs étaient des profiteurs abusant de la générosité luxembourgeoise et allemande.

Ce point de vue n'est pas celui de l'ensemble des députés ni même du CSV, par contre les inquiétudes exprimées par Mosar sont largement partagées. Désormais, la crise financière et économique est devenue une crise de légitimité du capitalisme financier

mondialisé. Les interrogations relatives à la mondialisation interviennent forcément dans les débats européens, puisque l'Union européenne est une sorte de laboratoire de la gouvernance mondiale. C'est sur la résolution de la crise de la dette, ou crise de l'euro, ou carrément crise de l'Union européenne, et la prévention d'autres situations de ce genre qu'ont portées les discussions parlementaires de jeudi dernier. Dans le microcosme politique luxembourgeois se dégagent cinq postures quant aux explications de la crise et aux moyens de s'en sortir, postures qu'on retrouve d'ailleurs au niveau international.

Nous ne nous attarderons pas sur le point de vue populiste de droite, consistant à accuser les Grecs et l'Europe du Sud en général de paresse voire de parasitisme. Leur projet partiellement endossé par l'ADR, consiste en un retour au chacun pour soi ou en un repli sur une eurozone réduite aux pays « vertueux ». Cette dernière option ne déplaît pas forcément à tout le monde au sein du CSV et du DP, mais la raison de parti s'impose pour le moment.

C'est que le libéralisme économique pro-européen, qui a dominé les 25 dernières années, est loin d'avoir tiré ses dernières cartouches. Ainsi, pour le ministre des Finances Luc Frieden, les difficultés actuelles de la zone euro monteraient où même le laxisme en matière budgétaire. Certes, il voit dans la crise de la dette une conséquence du krach de 2008, mais : « Cette crise de la dette a été amplifiée par le sauvetage des banques - une politique responsable - (...) ainsi que par les programmes de conjoncture afin de compenser la chute de la consommation des ménages. » Frieden estime que les autres



Etoile écrasée. Qu'un Etat membre de l'Union européenne « fasse faillite », c'est le pire scénario aux yeux de beaucoup de politiciens. Certains, à droite comme à gauche, n'en sont pas convaincus.

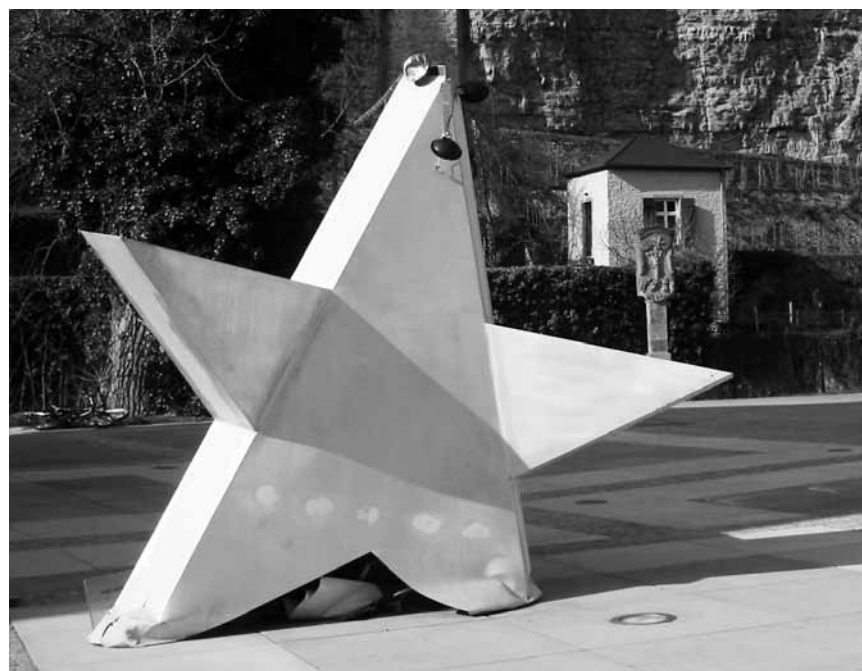


PHOTO: RK

pays ont souffert de ne pas avoir appliqué auparavant la politique budgétaire « prudente » du Luxembourg, qui s'était constitué des réserves avant la crise.

Alternatives à l'austérité

Le ministre des Finances est donc enthousiaste envers les propositions ultra-libérales de Bruxelles, qu'il s'agisse des engagements que devront prendre la Grèce et les autres pays en difficultés, du pacte de stabilité renforcé ou de la récente recommandation du Conseil européen à destination du grand-duché : dans le cadre du « semestre européen », donc de la supervision du budget national par Bruxelles, il est recommandé au Luxembourg de « profiter de l'amélioration de la conjoncture pour renforcer son effort budgétaire, afin de réduire davantage son déficit nominal et d'atteindre son objectif à moyen terme en 2012 ». Mais pour le CSV, l'Union européenne n'est pas seulement un moyen d'imposer des politiques économiques de droite, c'est aussi la base de la prospérité luxembourgeoise - à condition que la logique communautaire n'aille pas trop loin et ne soit appliquée ni au secret bancaire, ni aux taxes sur les carburants. En ce sens, pour Frieden, la crise grecque est une sorte de spectre : invoqué pour convaincre la population d'accepter des politiques de droite, mais qui pourrait aussi devenir incontrôlable et remettre en question l'ensemble du modèle libéral européen.

Les vues de Frieden sont globalement partagées par le DP, qui va même plus loin en matière de réduction du déficit et de refus d'augmentations d'impôts. Quant à l'intervenant

du CSV, Lucien Thiel, il a envisagé d'affecter une partie des plus-values budgétaires aux investissements, mais fustigé la tentation de « ressortir l'arrosoir ».

L'arrosoir désigne justement les politiques favorisées par le partenaire de la coalition gouvernementale, le LSAP, et les syndicats - sous les dénominations de « redistribution » et « relance par la demande ». Ainsi l'OGBL a même, dans le cadre du semestre européen, appelé le gouvernement à « rejeter par retour du courrier ces recommandations dirigées contre les salariés et de stopper immédiatement la politique d'austérité superflue ». L'inquiétude qu'un resserrement des budgets et du crédit à l'échelle européenne risque d'étouffer le début de croissance actuel est justifiée. Mais au vu de l'importance des dettes accumulées, des bouleversements de l'économie mondiale et de la crise écologique à venir, ce keynésianisme pragmatique ne constitue qu'une réponse à court terme.

A la Chambre, Lucien Lux a demandé d'abolir certaines mesures d'austérité et de renoncer à atteindre l'équilibre budgétaire dès 2012, mais il a omis de donner des perspectives d'avenir plus lointaines. Plus généralement, le mouvement politique et syndical social-démocrate a du mal à se positionner par rapport à la construction européenne. Ainsi leurs leaders ont contribué à l'orientation libérale dans les années 90, mais leur base a en partie rejeté la constitution européenne parce que trop peu sociale. Et si la social-démocratie réclame une Union « plus sociale », elle est très réticente à élargir les compétences de Bruxelles en matière de politique sociale. Le cas de la Grèce, où un gouvernement de gauche est ame-

né à mener des politiques de droite, donc à risquer sa crédibilité pour une cause qui n'est pas la sienne est un peu le cauchemar de tous les stratèges sociaux-démocrates d'Europe.

Quant aux réponses à la situation en Grèce en termes de rééquilibrage financier, l'ensemble de la classe politique prend acte que la dette ne pourra guère être remboursée. Mais il y a divergence sur la manière de la « restructurer ». Luc Frieden, à cause des risques de contagion, penche vers un renflouement avec de l'argent public, qui éviterait un krach bancaire avec sauvetage subséquent - selon lui, les Etats payeront de toute façon. La plupart des politiciens préfèrent la « participation du privé », en apparence plus juste, mais paradoxalement aussi plus conforme aux théories libérales. Il n'est pas étonnant que sur cette question, les économistes de gauche ne soient pas d'accord entre eux, comme l'illustre le récent face à face de Patrick Artus et de Dominique Plihon dans la revue Alternatives économiques.

Au nom de « Déi Gréng », François Bausch a également plaidé pour une annulation partielle de la dette - donc avec participation du privé - position déjà adoptée fin mai, alors qu'elle était bien moins populaire. Il a surtout insisté sur les changements de politique nécessaires au niveau européen, notamment une politique fiscale harmonisée qui mette à contribution le capital et l'utilisation de ressources naturelles. A l'échelle luxembourgeoise, il s'est démarqué des options libérales - priorité à la dette - et socialiste - priorité à la redistribution - en demandant que les surplus budgétaires soient d'abord affectés à des investissements afin de pouvoir adapter l'économie aux défis de l'ave-

nir. Quelque séduisant que soit un tel « Green New Deal » alliant objectifs écologiques et sociaux, sa crédibilité en matière de justice sociale souffre de l'attitude équivoque du parti vert ces dernières années : ainsi ils ont soutenu des propositions très controversées en matière de facturation de l'eau, de sélectivité sociale ou de neutralisation du coût du pétrole au niveau de l'index. La crise grecque est peut-être le moment pour eux d'amorcer un virage à gauche.

Enfin, pour la gauche radicale, la crise grecque se prête à merveille à une interprétation en termes de lutte des classes : la Grèce, victime innocente des capitalistes allemands, les politiques budgétaires un prétexte pour imposer des baisses salariales, multinationales et banques qui s'en mettent plein les poches grâce aux privatisations et aux sauvetages publics. Cette façon de voir les choses n'est que partiellement juste, mais la conclusion est plausible : il faut changer tout. L'Union européenne serait dominée par l'idéologie néolibérale, a constaté André Hoffmann de « Déi Lénk », et il faudrait la « désintoxiquer ». Mais sur les moyens de le faire, les désaccords au sein de la gauche radicale sont considérables. L'éventail va de ceux qui plaident pour une sortie de l'euro voire le « dépassement » de l'Union actuelle, jusqu'à ceux qui comptent sur son renforcement en matière sociale et économique, mais dans le sens inverse de l'actuel pacte de stabilité. Tous partagent cependant l'espoir que ce qui se passe avec la Grèce peut être le point de départ d'une nouvelle mobilisation de la gauche européenne.